

Eybens, le 06 mars 2018

Madame la Députée, Monsieur le Député,

L'association Alertes s'est adressée au Président de la République le 25 Octobre dernier à propos de la situation dans les EHPAD.

Nous lui disions notamment notre accord avec l'analyse faite par les organisations syndicales et l'association des directeurs d'établissements concernant la situation des professionnels et des personnes âgées dont nous vous rappelons l'essentiel :

« La France a accumulé un grand retard dans l'aide aux personnes âgées, tant à domicile qu'en établissement. Malgré les évolutions du secteur depuis 20 ans, la situation reste extrêmement tendue au regard des besoins et attentes de plus en plus nombreux des personnes âgées. Ces dernières entrent en établissement avec des handicaps physiques et psychiques de plus en plus importants, auxquels s'ajoutent parfois des pathologies psychiatriques pour lesquelles les personnels ne sont pas préparés ; les personnes âgées sont insuffisamment accompagnées dans les actes de la vie quotidienne, les familles s'épuisent et les professionnels sont au bord de la rupture. Les financements n'ont pas suivi l'augmentation du nombre de personnes âgées et de récentes statistiques de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie font état d'une situation alarmante quant aux conditions de travail à domicile comme en établissements (indice de fréquence des accidents du travail 3 fois plus important que la moyenne, sinistralité augmentant de 45 % en 10 ans quand elle diminue dans les autres secteurs). A domicile, la crise structurelle du financement pèse lourdement sur les conditions de travail des salariés dont beaucoup sont contraints au temps partiel avec des interventions de plus en plus courtes et à des rémunérations insuffisantes».

C'est pour les mêmes raisons que nous avons apprécié les conclusions de la mission « flash » de Madame la Députée Monique Iborra et les constats sévères qu'elle fait, après investigation, de la situation des EHPAD.

Nous n'avons pas reçu de réponse à cette lettre, de même d'ailleurs que les organisations qui avaient demandé une entrevue.

C'est ce qui est à l'origine du mouvement de grève et de rassemblement le 15 Mars prochain à l'appel de toutes les organisations syndicales, que nous soutenons.

Nous souhaitons connaître votre avis sur cette situation et vous demandons d'intervenir auprès du Président de la République afin qu'il reçoive les organisations qui lui en ont fait la demande.

Nous vous adressons, Madame, Monsieur, nos respectueuses salutations.

Jacqueline CHAPUIS
Présidente